

Insécurité

Les dégâts de l'angélisme

Par Xavier Raufer



PATRICK IAFRATE

Xavier Raufer est criminologue. Il est directeur des études du département de recherche sur les menaces criminelles contemporaines de l'université Paris-II.

Quand la garde des Sceaux et les anarchistes autistes qui constituent sa cour cesseront-ils de mépriser la réalité pour accepter enfin de regarder le monde extérieur – en particulier ce qui se passe dans les grands États de droit ?

Levons ici le suspense : là où l'on déploie une politique diamétralement opposée à celle de Mme Taubira, le succès est patent ; quand un pays fait du Taubira, parfois avant la lettre, l'échec est manifeste.

Commençons par le Royaume-Uni : de 2008 à 2012 et pour les mêmes motifs qu'en France (l'obsession du surpeuplement carcéral), les dirigeants politiques et la justice ont décidé de reléguer l'incarcération au rang d'ultime recours. On y a laissé en liberté toujours plus de condamnés.

Résultat ? De juillet 2012 à mars 2013, les individus condamnés à une peine non carcérale (*community sentencing* en anglais) ont, du fait qu'ils se trouvaient libres, pu commettre 93 600 infractions (une toutes les six minutes : 472 agressions sexuelles, 5 800 actes de violence, vols, etc., et 4 500 cambriolages). Si l'on avait laissé ces bandits en prison, on aurait compté autant de victimes en moins !

Précisons que tous ces chiffres révélateurs sont publiés par le dirigeant travailliste Sadiq Khan, ministre de la Justice dans le *shadow cabinet* – pas exactement le type extrémiste que dénonce Mme Taubira à tout bout de champ. M. Khan a par la suite renchéri en accusant l'actuel ministre de la Justice (le conservateur Chris Grayling) de jouer avec la vie de ses concitoyens, soulignant que, de 2008 à 2012, un total de 81 000 malfaiteurs violents avait échappé aux geôles britanniques. Bilan pour la seule année 2012 : 56 homicides et 111 viols. Voilà des socialistes comme on aimerait en voir à Paris, au ministère de la Justice...

Passons maintenant aux grandes villes des États-Unis, où la police pratique de longue date diverses variantes de cette "tolérance zéro" qu'exècre la "culture de l'excuse". Dans la plupart d'entre elles, les homicides ont encore fortement baissé en 2013, par comparaison avec 2012 : – 20 % à New York, où les homicides sont pourtant au plus bas depuis 1990 ; – 17 % à Los Angeles, tout comme à Chicago !

Ailleurs que chez nous, la cause est donc entendue : le laxisme est catastrophique et la fermeté, payante. C'est d'ailleurs ce que pensent les Français. Tout au long de l'année 2013, diverses

enquêtes ont même signalé un sévère rejet de la doctrine Taubira, à la fois en contradiction avec les expériences étrangères les plus positives et avec le bon sens judiciaire le plus élémentaire.

En octobre 2013, l'Ifop a publié un sondage sur le futur projet de loi de Mme Taubira pour la justice : sera-t-il un efficace outil de lutte contre la "délinquance" (en fait, contre le crime, mais en la matière, les médias édulcorent toujours). Pour les Français, c'est non à 75 %. Cependant, faut-il réformer sérieusement la justice ? Oui, il le faut ! répondent les sondés à 59 %. Mais alors, pour

En 2014, la gauche risque fort de payer dans les urnes son cinglant échec judiciaire, les citoyens récusant en masse la folle politique de Mme Taubira.

quelle politique ? Là encore, en mars dernier, les Français ont clairement répondu, en exigeant la fermeté dans un sondage publié par *le Figaro*. Les condamnés devraient-ils purger au minimum les trois quarts de leur peine ? Oui à 90 %, répondent les Français dans leur ensemble. Et à 85 % pour les sympathisants de gauche ! Faut-il renforcer et durcir la justice des mineurs ? Nos concitoyens le pensent à 66 %, et même ceux de gauche à 47 % !

Même message, en décembre dernier, via la dernière enquête de victimation de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP), publiée par *le Figaro* : la délinquance est une préoccupation majeure pour 53 % des personnes interrogées.

En cette année doublement électorale (municipales en mars, européennes en juin), et puisque la sanction des faits ne suffit pas, il y a fort à parier que c'est dans les urnes que va s'exprimer le ras-le-bol des Français envers la folle politique de Mme Taubira. ●